

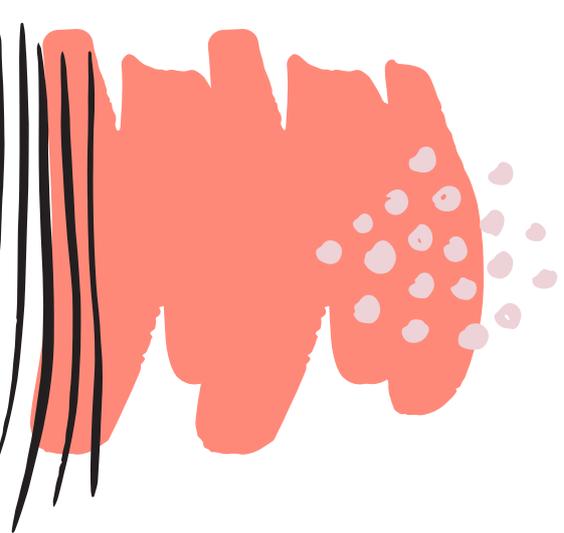
#CULTURE

# Francophonie

Instance de  
partenariat  
économique et plus  
seulement culturel ?  
Le cas de la Gambie

UNE NOTE DE POLITIQUES PUBLIQUES PAR  
LAURENCE MONDÉSIR

**JMA.**  
Je m'engage pour l'Afrique.



1

EN BREF.

2

ENJEUX

3

DECISION POLITIQUE

4

VALORISER LA LANGUE ?

5

L'ENSEIGNER

6

OPPORTUNITÉ ?

7

AU DELA DE LA GAMBIE

8

RECO JMA



### Le mot du Lead, Mariah Coulibaly

La francophonie fait partie des liens complexes de l'Afrique de l'Ouest et Centrale. Omniprésente par ses écoles, tissée dans le modèle d'enseignement, de langage, et de partage, la langue française fait office de dénominateur commun complexe. C'est la vitrine d'un monde attaché à la portée linguistique émotionnelle pose la question de la valeur ajoutée du français dans les pays dont ce n'est pas une langue "historique". Comme la Gambie. Meilleur exemple d'une nouvelle perception de la francophonie et d'un effort d'ordre économique pour intégrer le français, démontre par l'exemple qu'au delà de la littérature, de la poésie et des arts, le français est une arme économique de coopération régionale, qui pourrait ouvrir de toutes nouvelles opportunités de partage, et peut être, favoriser un rayonnement élargi de la France.



---

# EN BREF.

## POURQUOI EN PARLER ?

En prenant le cas topique de la Gambie, pays anglophone enclavé dans une zone ouest-africaine francophone, cette note souhaite mettre en avant l'opportunité économique, et plus simplement culturelle que constitue la Francophonie. La pratique de la langue française devient alors une décision intimement politique, avec des décisionnaires pleinement impliqués pour solliciter les institutions expertes et mobiliser des partenaires pour la mise en œuvre de projets d'appui.

Dans le même sens, une valorisation de la langue est nécessaire afin de susciter un maximum d'adhésion dans la société pour apprendre une nouvelle langue étrangère. On peut alors mettre des visages sur celui ou celle qui parle français au sein de la communauté et sur les opportunités qui lui ont été proposées. Parallèlement, le déploiement massif de l'apprentissage du français en Gambie ne peut pas se faire en quelques mois seulement. La restructuration part bel et bien du système éducatif, avec des mesures prises et implémentées pour renforcer les compétences des enseignants de français, tout comme le matériel pédagogique et logistique à leur disposition. Tout ceci crée un cercle vertueux impactant directement les apprenants de français. Partant de ce constat et de cette analyse, on peut alors s'interroger sur la duplicabilité pertinente des initiatives permettant le développement de l'apprentissage du français dans les pays anglophones africains. De fait, le français, langue jusqu'à présent consacrée à la diplomatie et au partage culturel, peut s'armer d'une nouvelle corde à son arc, dans une optique « win-win » pour les pays qui font de la maîtrise du français une priorité. Afin d'attirer davantage d'Etats africains anglophones en son sein, la Francophonie doit envoyer des signaux clairs montrant que le français est aussi une langue de partenariat économique, à voix égale, au sein du continent africain, et avec l'ensemble des pays francophones, pas seulement la France.

## LA BIO DE L'EXPERT.



**Laurence Mondésir** est Diplômée en 2018 du Master Relations internationales de l'Université Panthéon-Sorbonne, c'est la même année que Laurence fait ses premiers pas sur le continent africain. Son parcours, en classes préparatoires au Lycée Louis Le Grand puis à l'Université Sorbonne nouvelle, mêle d'abord amour des lettres, de la philosophie et langues, avec un intérêt prononcé pour le professorat. Son profil s'affine ensuite par le biais d'expériences en associations de solidarité nationale et internationale. Actuellement Chargée de projet « Appui à l'enseignement du français en Gambie », Laurence partage son regard sur l'amélioration de l'apprentissage de la langue française dans un pays ouest-africain, anglophone et membre observateur à l'Organisation Internationale de la Francophonie.

---

# Les enjeux.

Si la francophonie a une connotation linguistique et correspond à l'ensemble des locuteurs de la langue française dans le monde, la Francophonie renvoie davantage au groupement, sur une base politique, des Etats et gouvernements membres **de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)**. **Réelle plateforme d'échanges sur les valeurs et les cultures francophones, avec pour socle une même affection pour la langue de Molière**, la Francophonie ne s'illustre pas encore par la même solidité des échanges économiques que l'on peut trouver entre les membres du Commonwealth.

**Pourtant, la langue française semble bien avoir le vent en poupe dans les pays africains anglophones, déjà adhérents au Commonwealth.** De fait, lorsque l'on observe le taux de pénétration des Alliances Françaises dans le monde ces dernières années, on constate que l'Alliance Française de Bulawayo, au Zimbabwe, est la première Alliance Française en termes d'apprenants en 2019, avec 14 490 participants à son offre de cours. De même, dans le top 10 des pays africains ayant le plus d'Alliances Françaises, on trouve quatre Etats anglophones : l'Afrique du sud a sur son territoire 11 Alliances Françaises, le Nigéria 10 Alliances Françaises, le Ghana 5, et la Zambie 3 . En termes de maillage des établissements français à l'étranger maintenant, le continent africain comptabilise en 2019-2020 78 établissements installés dans 33 pays. Les étudiants sur place représentent 12,9% des effectifs du réseau de l'Agence pour l'Enseignement du Français à l'Etranger (AEFE) .

La langue française semble donc bénéficier en général d'une perception assez clémente dans les zones non francophones du continent ; **la maîtrise du français étant considérée comme un atout, en plus de la maîtrise déjà avérée de la langue internationale que constitue l'anglais.** C'est dans ce sillage que s'inscrit la Gambie, cas topique de cette note. Ce territoire anglophone labellisé « plus petit pays africain » est pourtant doté **d'une Alliance Française, d'une Ecole française, d'une Antenne diplomatique française,** et d'une importante expérience de coopération avec le gouvernement français, d'abord permis par le Projet d'Appui pour la Diffusion et l'Enseignement du Français (PADEF) entre 1998 et 2005, puis par le Projet pour un Ancrage du Français en Gambie (PAFEG) .

**QUELLE ATTRACTIVITÉ REPRÉSENTE RÉELLEMENT  
AUJOURD'HUI LA LANGUE FRANÇAISE DANS UN PAYS OUEST-  
AFRICAIN ANGLOPHONE COMME LA GAMBIE ?**

**ET SI PARLER FRANÇAIS ÉTAIT ÉTROITEMENT LIÉ  
À UNE OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE, VECTEUR  
D'EMPLOYABILITÉ DANS LE PAYS ET DANS LA  
ZONE OUEST-AFRICAINE ?**

# Parler français en Gambie est une décision politique

Dès 2010, la Gambie montre son intérêt pour rejoindre l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et dépose une demande d'adhésion avec le statut d'observateur. Cette requête reste cependant sans suite. C'est en 2017 que la demande est réétudiée, notamment après les changements politiques que connaît le pays. La Gambie devient alors membre observateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie en octobre 2018. Cela signifie qu'elle peut assister aux réunions du Sommet et à la Conférence ministérielle de la Francophonie, mais ne dispose pas de droit de vote et n'est pas conviée aux sessions à huis clos.

La Gambie est le deuxième pays anglophone africain à rejoindre l'institution. De fait, le Ghana, entouré géographiquement de trois pays francophones (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo), est membre associé à l'OIF depuis 2006. L'arrivée du Président francophone et francophile Nana Akufo-Addo à la tête du pays a relancé l'élan pour la langue française ces dernières années. Alors que seulement 3% de la population ghanéenne parle la langue de Molière, **le Président déclarait dans un discours au Sommet de la Francophonie en 2018 que le « but est de vivre, un jour, dans un Ghana bilingue, avec le français et l'anglais[5]. »**

Si l'adhésion en tant que membre observateur de l'OIF lui confère des droits, la Gambie a également des devoirs. En effet, les statuts de l'organisation stipule : « Toute demande de participation en qualité d'observateur doit se fonder sur une volonté de favoriser le développement de l'usage du français, quel que soit son usage effectif au moment de la demande[6] ». **La Gambie s'inscrit pleinement dans cet élan, comme en témoignent notamment ses objectifs éducatifs de bilinguisme anglais/français indiqués dans le précis « The Education Sector Policy 2016-2030 ».** En ce sens, le Ministère gambien de l'Education (Ministry of Basic and Secondary Education, MoBSE) a été à l'initiative d'une demande de partenariat pour l'amélioration du système éducatif permettant l'apprentissage du français. La coopération française (Ambassade de France au Sénégal corrélée à l'Alliance Française de Gambie) a répondu favorablement à la requête, en proposant de travailler conjointement avec le MoBSE. C'est ainsi qu'un important projet d'« Appui à l'enseignement du français » a vu le jour en juin 2019, prévu pour une durée de deux ans.

**LE GHANA, ENTOURÉ GÉOGRAPHIQUEMENT DE TROIS PAYS FRANCOPHONES (CÔTE D'IVOIRE, BURKINA FASO, TOGO), EST MEMBRE ASSOCIÉ À L'OIF DEPUIS 2006. L'ARRIVÉE DU PRÉSIDENT FRANCOPHONE ET FRANCOPHILE NANA AKUFO-ADDO À LA TÊTE DU PAYS A RELANCÉ L'ÉLAN POUR LA LANGUE FRANÇAISE CES DERNIÈRES ANNÉES..**

---

## Parler français en Gambie nécessite une valorisation de la langue au sein même de la société

Si parler français fut souvent vu comme une forme d'acculturation en Gambie, un changement progressif des mentalités s'opère vis-à-vis de la langue française ces dernières années.

De fait, aujourd'hui, beaucoup de personnes regrettent de ne pas avoir (mieux) appris le français, afin de pouvoir le comprendre et le parler avec confiance. Ces personnes ont des profils variés allant des élites du pays au citoyen lambda. Ainsi, on rencontre des agents du Ministère dont le narratif est qu'ils ne peuvent pas échanger facilement avec leurs pairs d'Afrique de l'Ouest lors de grandes conférences, puisqu'ils ne maîtrisent pas le français. On rencontre aussi de jeunes diplômés, dont le constat est qu'un candidat a davantage de chances d'être recruté lorsqu'il maîtrise plusieurs langues internationales, dont le français. Les agents des forces de l'ordre (militaires et policiers) ont également cet intérêt pour le français, gage d'une meilleure coopération avec les contingents déployés sur le territoire gambien et en provenance de pays ouest-africains francophones, notamment dans le contexte pré-électoral gambien. L'Alliance Française de Banjul enregistre régulièrement plusieurs centaines d'apprenants, avec en 2019, 850 étudiants à son actif. Ainsi, on observe finalement un engouement progressif pour l'apprentissage du français dans toutes les couches de la société gambienne.

Pour continuer sur cette lancée, une véritable campagne de sensibilisation et de promotion de l'apprentissage de la langue française apparaît nécessaire dès les jeunes classes, afin que les élèves puissent faire le choix de cette matière le plus tôt et élargir leur champ de possibilités. Un plan de généralisation de l'enseignement du français dès la classe de G1 (équivalent du CP) est également à l'étude par le MoBSE mais est corrélé à un besoin important en enseignants de français.

Dans l'imaginaire gambien, parler français a pendant longtemps été perçu comme une manière de s'affilier à la population sénégalaise. Ainsi les enfants se taquinaient entre eux dans la cour de l'école, en disant : « Si tu apprends et tu parles français, c'est que tu es Sénégalais, et non Gambien ».

Dans une optique de différentiation du pays de la Teranga, la majorité des Gambiens semblaient tenir à la pratique de la langue anglaise.

---

# Parler français en Gambie requiert un vivier d'enseignants de français pleinement qualifiés

En janvier 2021, on recensait près de 500 enseignants de français sur l'ensemble du territoire gambien, segmenté en six régions ; la première et la deuxième région étant celles les plus proches de la capitale Banjul. Les équipes du projet « Appui à l'enseignement du français en Gambie » ont pu mener une enquête poussée auprès de 120 enseignants des régions 1 et 2 et ainsi déterminer les besoins en renforcement des capacités des dits enseignants. Il apparaît qu'ils ont besoin d'une amélioration de leur niveau linguistique, informatique et didactique.

De fait, plus de **la moitié des 120 enseignants avaient au début du projet un niveau débutant à intermédiaire en français**. Déjà en « insécurité linguistique » eux-mêmes, les enseignants peinaient à transmettre un savoir de qualité aux élèves. En outre, alors que l'informatique apparaît aujourd'hui comme un outil professionnel incontournable, seuls 27,5% des 80 enseignants sondés disaient disposer d'un ordinateur portable. Toujours sur la même cohorte de 80 enseignants réceptifs au sondage, seuls 57,5% avaient déjà écrit un courriel et 55% avaient déjà utilisé Word. Enfin, les visites de classes de français ont permis de statuer sur une seule et même méthode d'enseignement : la lecture de textes à voix haute par l'enseignant, la répétition par les élèves, la traduction du français vers l'anglais par l'enseignant et les élèves.

C'est ainsi que **le projet « Appui à l'enseignement du français » a proposé à ces 120 enseignants, des cours de français à l'Alliance Française de Banjul, la passation d'un Diplôme d'Etudes en Langue Française (DELFF), des cours d'informatique et des cours de pédagogie**. Tout ce dispositif visait une montée en compétences des enseignants de français, pour une meilleure passation du savoir aux élèves. De nombreux enseignants participants au projet et assidus aux cours d'informatique se sont également vu offrir un ordinateur portable.

Enfin, **des documents pédagogiques de référence ont été produits pendant ces deux ans de projet : de nouveaux programmes scolaires ambitieux, calqués sur les niveaux du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) et ludiques, afin d'aiguiser l'intérêt des apprenants enfants et adolescents, mais aussi une version complétée et numérisée des manuels scolaires existants**. Ces nouveaux contenus permettent aux enseignants d'avoir des supports remaniés et à la pointe, facilitant ainsi leurs pratiques de classes. Fort du renforcement de capacités d'une première cohorte d'enseignants et des nouveaux outils à disposition, le Ministère de l'Education de Base et du Secondaire en Gambie entend se donner les moyens d'avoir des départements de français pleinement mobilisés pour l'enseignement du français aux futures générations du pays.

---

# L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE VIA LA VOIE DE LA LANGUE, UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR AU-DELÀ DE L'EXEMPLE GAMBNIEN

Si la beauté de la langue française est souvent saluée par les Gambiens, la maîtrise du français apparaît comme un véritable vecteur de nouvelles possibilités, permettant notamment de dynamiser les échanges économiques entre le Sénégal et la Gambie, par le partage d'une langue internationale commune. C'est aussi un réel facteur d'employabilité des Gambiens auprès d'institutions francophones basées en Gambie ou auprès d'institutions - notamment touristiques - quotidiennement en contact avec des Francophones sur le territoire gambien.

Les entrepreneurs basés en Gambie et désireux de commercer avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest voient enfin dans la maîtrise du français un atout non négligeable pour nouer des partenariats et négocier avec plus de confiance. Ainsi, que ce soit sur le plan institutionnel, commercial ou encore touristique, la maîtrise du français est un instrument pour dynamiser la collaboration entre la Gambie et les Etats francophones ouest-africains.

Dans ce même élan, la poursuite de l'objectif de bilinguisme anglais/français en Gambie sera un élément d'attractivité supplémentaire pour les entreprises francophones souhaitant s'installer en Gambie et employer des collaborateurs gambiens pleinement à l'aise avec la langue de Molière. Une première délégation d'investisseurs français est bien venue en visite en Gambie en mai 2017, afin d'y faire des prospections.

L'Ambassadeur de France auprès du Sénégal et de la Gambie insistait alors sur **l'ouverture de la Gambie aux opportunités économiques de la zone** : « **Au lieu de s'isoler, la Gambie veut s'ouvrir, veut avoir une relation normale avec son grand voisin, le Sénégal, comme avec tous les pays de la Cédéao. Cela crée aussi des opportunités très fortes.**[7] »

---

## DÈS LORS, PLUSIEURS PROJETS D'ENVERGURE ONT ÉTÉ MIS EN PLACE EN GAMBIE PAR DES ENTREPRISES FRANCOPHONES.

Eiffage participe ainsi en 2020 à un important projet d'amélioration de l'accès à l'électricité, par la construction de plusieurs postes permettant la distribution d'une énergie d'origine hydroélectrique[8]. Toujours en partenariat avec l'Organisation de mise en valeur du fleuve Gambie (OMVFG), l'entreprise Vinci[9] a signé en 2020 un important contrat de construction d'un barrage hydraulique de Sambangalou, au sud-est du Sénégal. Si le barrage est situé sur le territoire sénégalais, celui-ci aura forcément des répercussions sur la Gambie, de par le fleuve qui traverse le pays. La langue est donc bien ici vectrice de nouvelles possibilités en termes d'employabilité locale.

Enfin, le partage de la langue française pourrait également être un socle important pour ouvrir les voies d'un transfert de compétences, cette fois-ci des régions anglophones vers les régions francophones du continent africain. Des pistes peuvent en effet être explorées afin de renforcer les partages de compétences, que ce soit au niveau économique, numérique, universitaire notamment. Les pays anglophones ouest-africains - Ghana, Gambie, Sierra Leone, Liberia, Nigeria - proposent par exemple un modèle coopératif intéressant avec un même examen de fin de lycée : le *West African Senior School Certificate Examination* (WASSCE), semblable au baccalauréat dans les régions francophones. Cet examen de fin de cycle secondaire, commun aux cinq pays, facilite grandement les échanges universitaires par la suite, sans besoin d'équivalence entre les systèmes.

Toujours dans le même sens de la collaboration interétatique, la dispense d'une formation par une instance africaine anglophone dans la langue du pays d'accueil francophone est gage d'une meilleure appropriation des savoirs par les personnes formées.

Ce mouvement de va-et-vient entre zones africaines francophones et anglophones apparaît donc fortement facilité par le bilinguisme dans chacune des zones.

# LES RECOS JMA.

pour une francophonie vectrice de croissance

**L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE DOIT FAIRE LE CHOIX DE DÉVELOPPER SON LEVIER ÉCONOMIQUE...**

et attirer des pays anglophones qui voient dans l'apprentissage de la langue française une opportunité économique. Le développement du levier économique peut passer par exemple par des accords tarifaires entre les membres ou des licences facilitées pour l'implantation d'entreprises francophones.

**LA PLEINE APPROPRIATION LOCALE DES PROJETS DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE ÉDUCATIF**

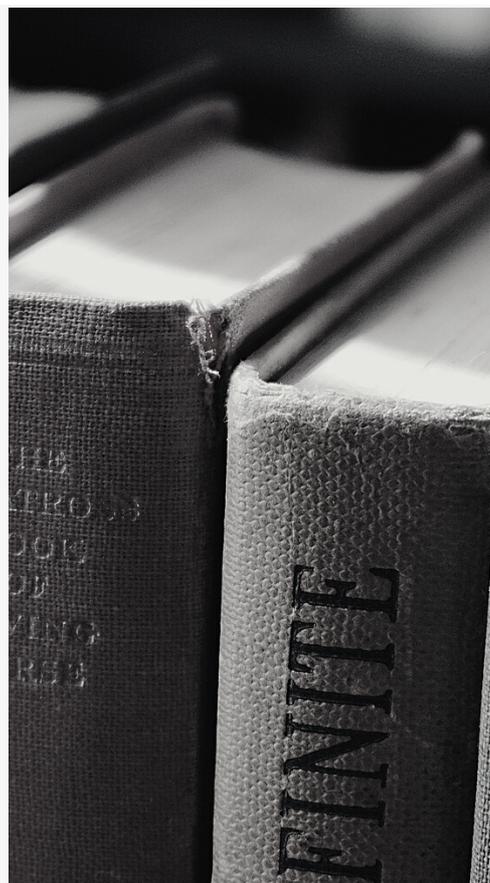
C'est un axe crucial pour assurer la pérennité des initiatives enclenchées par des acteurs exogènes. Cette appropriation peut se faire notamment via un système de mentorat entre enseignants de français déjà formés et enseignants de français en formation.

**LES SYNERGIES DE COOPÉRATION RÉGIONALE SONT À ENCOURAGER DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION**

afin d'assurer une meilleure formation des enseignants et une maîtrise effective de la langue française. Ces synergies pourraient se matérialiser par l'envoi d'une cohorte d'enseignants sénégalais en Gambie afin de pallier le manque de ressources humaines en langue française dans les établissements gambiens. Par voie de réciprocité, des enseignants gambiens pourraient être envoyés au Sénégal afin d'assurer l'enseignement de l'anglais.

# LE MOT DE LA FIN.

En prenant le cas topique de la Gambie, pays anglophone enclavé dans une zone ouest-africaine francophone, cette note souhaite mettre en avant l'opportunité économique, et plus simplement culturelle que contient la Francophonie. De fait, le français, langue jusqu'à présent consacrée à la diplomatie et au partage culturel, peut s'armer d'une nouvelle corde à son arc, dans une optique « win-win » pour les pays qui font de la maîtrise du français une priorité. Afin d'attirer davantage d'Etats africains anglophones en son sein, la Francophonie doit envoyer des signaux clairs montrant que le français est aussi une langue de partenariat économique, à voix égale, au sein du continent africain, et avec l'ensemble des pays francophones, pas seulement la France.



## NOS SOURCES :

[1] Fondation des Alliances Françaises, Rapport d'activités de 2019, p. 46 : [https://www.fondation-alliancefr.org/wp-content/medias/RAPPORT%20ACTIVITES/2019/RAPPORT\\_ACTIVITE\\_FAF\\_2019\\_BD.pdf](https://www.fondation-alliancefr.org/wp-content/medias/RAPPORT%20ACTIVITES/2019/RAPPORT_ACTIVITE_FAF_2019_BD.pdf)

[2] Fondation des Alliances Françaises, Rapport d'activités de 2019, p. 44 : [https://www.fondation-alliancefr.org/wp-content/medias/RAPPORT%20ACTIVITES/2019/RAPPORT\\_ACTIVITE\\_FAF\\_2019\\_BD.pdf](https://www.fondation-alliancefr.org/wp-content/medias/RAPPORT%20ACTIVITES/2019/RAPPORT_ACTIVITE_FAF_2019_BD.pdf)

[3] Rapport d'activités « Lycée français dans le monde », présentant le bilan de l'année scolaire 2019-2020 de l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger, p. 75 : <https://www.aefe.fr/rechercher-une-ressource-documentaire/rapport-dactivite-2019-2020-de-laefe>

[4] Article de l'Agence Universitaire de la Francophonie, Ndeye Maty PAYE, « Oui la Gambie veut, sait et peut parler le français ! L'université gambienne à l'ère francophone », 20 mars 2014 : <http://www.bulletin.auf.org/index.php?id=1747>

[5] Article du Monde Afrique, Dylan GAMBA, « Au Ghana, le français a le vent en poupe », 11 septembre 2019 : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/11/au-ghana-le-francais-a-le-vent-en-poupe\\_5508994\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/11/au-ghana-le-francais-a-le-vent-en-poupe_5508994_3212.html)

[6] Article de TV5 Monde, Lucie MONIER-REYES, « Sommet Erevan : pourquoi intégrer la Francophonie... quand on ne parle pas français ? », 9 octobre 2018 : <https://information.tv5monde.com/info/sommet-erevan-pourquoi-integrer-la-francophonie-quand-ne-parle-pas-francais-26441>

[7] Article de RFI, Claire BARGELES, « L'offensive des entreprises françaises en Gambie », 30 mai 2017 : <https://www.rfi.fr/fr/emission/20170530-offensive-entreprises-francaises-gambie>

[8] Article d'Eiffage Energies Systèmes, « Eiffage Energie Systèmes Transport & Distribution participe à l'électrification verte de l'Afrique de l'Ouest », 9 mars 2020 : <https://www.eiffageenergiesystemes.com/medias/actualites/eiffage-energie-systemes-transport--distribution-participe-a-lelectrification-verte-de-lafrique-de-louest>

[9] Article de Vinci, « VINCI signe le contrat de construction du barrage hydraulique de Sambangalou (Sénégal) », 10 décembre 2020 : [https://www.vinci.com/vinci\\_nsf/fr/communiques/pages/20201210-0830.htm](https://www.vinci.com/vinci_nsf/fr/communiques/pages/20201210-0830.htm)

## NOTE DE POLITIQUES PUBLIQUES

LA FRANCOPHONIE, INSTANCE DE  
PARTENARIAT ÉCONOMIQUE ET PLUS  
SEULEMENT CULTUREL ?

LE CAS TOPIQUE DE LA GAMBIE.

Pour des futurs  
souhaitables entre  
l'Afrique et l'Europe



**JMA.**  
Je m'engage pour l'Afrique.

JE M'ENGAGE POUR L'AFRIQUE  
2021